



**Paris, 20 jan 2015 (AFP)** - Le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas d'unité nationale sur les questions économiques et sociales", réitérant ses critiques contre le pacte de responsabilité et des dispositions de la loi Macron.

"Il y a eu un sursaut républicain après les attentats terroristes" et "un rassemblement autour de l'affichage des valeurs républicaines et c'est bien", s'est félicité M. Mailly lors d'une conférence de presse axée sur les enjeux du 23e Congrès de FO, du 2 au 6 février à Tours.

Mais, "il n'y a pas d'unité nationale sur les questions économiques et sociales", selon lui. "Au nom de l'unité nationale, il faudrait accepter aujourd'hui le pacte de responsabilité ou "des dispositions, que l'on contestait avant ces événements dramatiques, sur la loi Macron?", a-t-il demandé.

M. Mailly a reconnu que le président de la République et le gouvernement avaient "bien fait face" à la situation après les attentats à Charlie Hebdo, mais "on ne peut pas tirer l'élastique" et "dire qu'au nom de cela vous allez avaler tout ce que vous ne vouliez pas avaler avant", a-t-il ajouté.

Saluant le "bon discours" de François Hollande sur la liberté de la presse lundi soir aux 70 ans de l'AFP, M. Mailly a ajouté: "Mais, sur le terrain économique et social, pour l'instant, je ne vois aucun changement."

A la tête de FO depuis 2004, M. Mailly, seul candidat en lice pour le poste de numéro un, devra être reconduit au Congrès de Tours pour un nouveau mandat de trois ans.

em/bow/nm

**2015/01/20 14:43:23 GMT+01:00**

#336283 DVBP 1706 SQH30 (4) AFP (255 words)